
Points clés

- Les forces russes semblent mal préparées à la guerre urbaine : manque de formation des officiers dans ce domaine, rigidité du commandement, incapacité manifeste à gérer la restauration de l'ordre et la reconstruction post-conflit sont à noter.
- Les effectifs de l'armée russe restent largement inférieurs aux objectifs affichés, du fait de sa perte d'attractivité.
- Pour maintenir sa supériorité militaire actuelle dans l'Arctique, Moscou doit éviter toute initiative qui inciterait les autres pays de la région à la surenchère.
- En avance de plusieurs années sur les États-Unis, les armes hypersoniques russes permettent de compenser l'asymétrie des budgets militaires.

« Art de la guerre »

L'expert militaire (sans affiliation) P. Louzine estime que **l'un des principaux défis à relever pour l'armée russe réside dans la maîtrise des opérations en milieu urbain**, déterminante dans les conflits modernes. Certes, la création (en 2017) du Centre national de gestion de la Défense, qui permet de traiter les informations et de commander les troupes au niveau stratégique, a permis d'améliorer sensiblement la qualité du commandement et des communications dans l'armée russe. Néanmoins, l'insuffisance de formation des officiers et l'absence de délégation de l'initiative aux échelons inférieurs nuisent à la qualité et à la rapidité de la prise de décision. **À l'exception de certaines unités, l'armée russe est mal formée à la guerre urbaine.** Les principaux exercices de ces dernières années ne se sont pas déroulés sur ce type de terrain. En outre, comme on l'observe en Syrie, l'armée russe est incapable de prendre en charge la restauration de l'ordre et la reconstruction post-conflit. De fait, Moscou peut « remporter des batailles, mais pas gagner la guerre ». (*Riddle*, 1^{er} janvier 2020).

Organisation des forces armées

Selon le même P. Louzine, pour conserver son statut de grande puissance, Moscou souhaite disposer d'une armée d'un million d'hommes. Or, **la « dépersonnalisation » de l'armée** (funérailles « secrètes », absence de célébration des « héros ») **et le renforcement de l'encadrement bureaucratique et politique lui font perdre son attractivité. Ses effectifs actuels plafonnent à 740 000 personnes.** En particulier, la Russie manque d'aspirants et d'officiers. Le nombre réel de militaires sous contrat est largement inférieur aux chiffres officiels (393 000 contre 260 000-300 000 en réalité). Leur taux de rotation est considérable. Les augmentations successives de leurs salaires ne compensent pas la persistance du bizutage, et plus généralement un climat délétère sur le plan humain (*Riddle*, 6 décembre 2019).

Outil militaire : capacités et modernisation

Pour I. Kramnik, chercheur associé au *Russian International Affairs Council* (RIAC), **la Russie détient un avantage militaire dans l'espace arctique en raison d'une infrastructure plus développée que celle des autres pays de la région.** Or, cette supériorité pourrait être réduite si Moscou décidait de déployer des bombardiers stratégiques Tu-160 sur sa base aérienne militaire de Nagourskoïe (située dans l'archipel François-Joseph). En effet, **une telle décision inciterait les pays arctiques membres de l'OTAN à renforcer à leur tour leurs infrastructures militaires dans la région.** Moscou doit donc conserver une approche prudente (*RIAC*, 20 janvier 2020).

D'après A. Podberezkine, directeur du Centre des études politico-militaires du MGIMO, le déploiement du planeur hypersonique *Avangard* devrait réduire sensiblement la vulnérabilité maritime de la Russie. Le système permet de neutraliser les navires porte-avions et lanceurs de missiles qui pourraient encercler les frontières maritimes russes. Les missiles hypersoniques devraient être impossibles à contrer car ils seraient trop rapides pour être détectés par les défenses anti-aériennes et assez puissants pour détruire un groupe aéronaval dans son intégralité. La mise en service d'*Avangard* devrait également modifier le rapport de forces terrestre. Le système de défense antimissile américain ne devrait pas être en mesure de détecter les missiles

Points clés

- En matière de maîtrise des armements, les accords contraignants (sur le modèle actuel) restent la voie privilégiée par Moscou, en particulier concernant les mesures de transparence et de contrôle.
 - Compte tenu de la supériorité militaire américaine, certains experts plaident toutefois pour un renforcement de la dissuasion *via* la sortie du régime actuel de maîtrise des armements et même de non-prolifération.
 - Paris pourrait jouer un rôle dans la réanimation du traité FNI, en tenant compte des préoccupations russes, en proposant un format de négociations *ad hoc* et en initiant une réflexion plus vaste sur la sécurité européenne.
-

hypersoniques pour les années à venir. De fait, **l'avance qu'a prise la Russie (d'environ cinq ans sur les États-Unis) en matière d'armes hypersoniques permet de compenser l'asymétrie entre le budget militaire russe et celui des autres puissances** (*RNS*, 27 décembre 2019).

Selon la rédaction de *Vzgliad*, **le lancement de la construction de deux nouvelles frégates de la classe *Amiral Gorchkov* (projet 22350) en 2019 est emblématique du renouveau de l'industrie navale militaire russe**. Tandis que le premier navire de la classe *Amiral Gorchkov* a été mis en service en 2018 après plus de 12 ans de modifications, cinq autres devraient rejoindre la flotte russe entre 2020 et 2025. Cette accélération de la production a été rendue possible par des investissements importants et une politique de substitution aux importations (*importozamechtchenie*). Des recherches ont déjà commencé pour la génération suivante de frégates – le projet 22350M – qui devraient être plus grandes et équipées d'un nombre plus important de missiles. Tant que ce bâtiment n'aura pas été finalisé, **il convient de poursuivre la production de frégates du projet 22350, qui joueront un rôle clé dans la flotte hauturière** (*Vzgliad*, 6 janvier 2020).

Nucléaire et dissuasion

Selon le vice-ministre des Affaires étrangères russe S. Riabkov, **en matière de maîtrise des armements, Moscou reste « fermement attaché » aux instruments juridiquement contraignants traditionnels** (traités et accords internationaux), préférables aux accords informels et aux engagements unilatéraux. Plus encore que la définition de seuils quantitatifs, les mesures de vérification (comme les inspections obligatoires) doivent être préservées. De fait, **la Russie est favorable à une prolongation du traité New START qui permettrait d'assurer la continuité en matière de transparence et de prévisibilité entre les deux pays**, en attendant la conclusion d'un traité successeur. Moscou ne pourra cependant envisager une extension du traité tant que Washington continuera de le contourner en requalifiant abusivement certaines de ses armes pour les soustraire aux contraintes. Sur le plan institutionnel, **l'ONU et son mécanisme multilatéral de désarmement nucléaire devraient jouer un rôle central dans le renforcement de l'architecture mondiale de maîtrise des armements**. Moscou est cependant préoccupé par la difficulté croissante à parvenir à des consensus dans ce cadre et par les tentatives américaines d'instrumentalisation politique de l'ONU (*PIR Center*, décembre 2019).

Pour S. Makienko, du Centre d'analyse des stratégies et des technologies (CAST), le déploiement futur de missiles à portée intermédiaire américains en Europe et dans la région Pacifique est une certitude compte tenu de l'abandon du traité FNI. **La maîtrise des armements ne fait plus partie des intérêts russes. Moscou devrait notamment réduire ses efforts en faveur du maintien du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), voire entamer un « travail de sape » de ce traité en cas de dégradation du contexte international**. Par ailleurs, une militarisation de l'espace par les États-Unis permettrait à ceux-ci de détruire le territoire adverse en quelques minutes, mettant un terme à la situation actuelle de « destruction mutuelle assurée ». **La seule issue pour la Russie serait alors de conclure une alliance militaire avec la Chine pour combiner leurs efforts dans le domaine spatial afin de maintenir la parité**. À terme, d'autres États pourraient selon lui rejoindre cette alliance, notamment la France (*Expert*, 14 janvier 2020).

Le directeur général du RIAC A. Kortounov adresse plusieurs recommandations à la France pour ranimer le traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) : 1) ne pas exiger le démantèlement des missiles russes SSC-8, dans la mesure où Moscou les considère comme conformes aux accords passés. Paris pourrait néanmoins demander des mesures de transparence supplémentaires ; 2) tenir compte des préoccupations russes à l'égard des systèmes antimissiles déployés par les États-Unis en Roumanie et en Pologne ; 3) créer un groupe *ad hoc* dédié à la négociation sur les armes à portée intermédiaire au sein de l'OTAN. Il pourrait également s'agir d'un format indépendant de l'OTAN, inspiré de celui des négociations sur le nucléaire iranien (France, Royaume-Uni, Allemagne) ; 4) inscrire les négociations sur le FNI

Points clés

- Dans le domaine spatial, la Russie doit revoir ses ambitions à la baisse et se centrer sur ses points forts, notamment l'énergie nucléaire appliquée à ce secteur. Elle doit aussi renforcer les coopérations avec ses partenaires indien et chinois et aurait également intérêt, pour maintenir la coopération avec Washington, à remplacer D. Rogozine par un homme d'affaires.
 - Les experts s'accordent à dire que le projet de réforme constitutionnelle russe vise à pérenniser le système actuel. Si une réélection de V. Poutine en 2024 est désormais exclue, le Président sortant pourrait néanmoins conserver le pouvoir en prenant la tête du Conseil d'État dont les prérogatives restent incertaines.
-

dans un projet plus vaste de refonte de l'architecture de sécurité européenne (voire eurasiatique) et élaborer une feuille de route détaillée pour y parvenir (*Russian International Affairs Council*, 17 décembre 2019).

Espace

A. Ionine, chef analyste de GLONASS et membre de l'Académie russe d'astronautique, estime que **l'industrie spatiale russe doit revoir ses ambitions à la baisse** en comparaison de l'époque soviétique et se recentrer autour d'un nombre plus restreint de programmes et technologies clés. En particulier, **le développement de l'énergie nucléaire appliquée à l'industrie spatiale (moteurs, etc.), pour laquelle la Russie est en avance sur ses concurrents, lui permettrait de s'imposer à moindre frais** comme un acteur incontournable dans les projets spatiaux. Il convient également de se réorienter vers les partenaires chinois et indien. Enfin, pour favoriser la coopération avec les partenaires étrangers, en particulier Américains, **il serait judicieux de remplacer l'actuel président de Roskosmos D. Rogozine par une figure moins politique**, issue des milieux d'affaires (*Natsionalnaïa Sloujba Novosti*, 11 janvier 2020, *Natsionalnaïa Sloujba Novosti*, 9 janvier 2020).

Élites / Siloviki

Pour A. Baounov, rédacteur en chef du Centre Carnegie de Moscou, **après l'adoption des réformes constitutionnelles, le prochain président ne pourra pas être aussi puissant que Vladimir Poutine. Les amendements proposés viseraient à rééquilibrer les pouvoirs entre les différentes institutions, en les dotant de moyens de contrôle mutuel.** En revanche, **le Conseil d'État, dont l'actuel président pourrait prendre la tête à la fin de son mandat, pourrait échapper à ces mécanismes de contrôle.** Malgré son manque de notoriété, il n'est pas exclu que **le nouveau Premier ministre Michoustine puisse devenir un candidat à la succession selon les résultats obtenus par son gouvernement.** Le travail qu'il a accompli à la tête du Service fédéral des impôts est apprécié et son profil de technocrate loyal correspond aux besoins du système (*Centre Carnegie de Moscou*, 16 janvier 2020).

D'après l'analyste T. Stanovaïa (de *R-Politik*), **les réformes constitutionnelles proposées par Vladimir Poutine serviraient avant tout à pérenniser le système politique mis en place durant sa présidence.** En augmentant le pouvoir du parlement, il chercherait à équilibrer le rapport de force entre les différentes institutions pour prévenir tout changement d'orientation. La fonction présidentielle ne serait pas affaiblie pour autant : le chef de l'État conserverait notamment le pouvoir exclusif de désigner les dirigeants des structures de forces et de limoger le Premier ministre. Les réformes devraient également poser le cadre de ses relations avec le prochain président en protégeant son futur statut. La principale incertitude porte sur les prérogatives du Conseil d'État, dont les avis ne sont jusqu'à présent pas prescriptifs : les compétences de celui-ci devraient être proportionnelles à la crainte de V. Poutine de voir son successeur s'émanciper. **Ces annonces pourraient également entraîner une accélération du calendrier et un départ anticipé de V. Poutine. Cette situation pourrait relancer les relations avec l'Occident, plaçant ainsi le prochain président dans une situation internationale plus confortable** (*Centre Carnegie de Moscou*, 15 janvier 2020).

Pour I. Grachenkov, directeur du Centre d'élaboration des politiques régionales, **le futur Conseil d'État est destiné à jouer un rôle de premier plan, similaire au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.** Si Vladimir Poutine en prend la direction après 2024, il conservera une influence décisive sur l'ensemble du système institutionnel russe après son départ du Kremlin (*Rosbalt*, 15 janvier 2020).

Selon B. Kagarlitski, directeur de l'Institut de la mondialisation et des mouvements sociaux, les propositions énoncées par Vladimir Poutine ne sont pas exemptes de contradictions. En effet, **si la transition souhaitée annonce un renforcement relatif du pouvoir législatif**, elle s'accompagne de **mesures minant la séparation des pouvoirs.** Ainsi, parmi les mesures proposées, le Président pourrait destituer les

Points clés

- À moyen terme, la Russie doit se rapprocher de la Chine, rétablir ses relations avec l'UE (principalement *via* les États de l'Est et du Sud), et s'imposer comme le principal pourvoyeur de paix et défenseur des souverainetés à l'international.
 - La dégradation du lien transatlantique devrait permettre un rapprochement russo-européen.
 - La réforme constitutionnelle russe efface la perspective d'un État russo-biélorusse dirigé par V. Poutine et diminue l'intérêt de l'intégration pour Moscou. Dans la mesure où Minsk ne semble pas prêt à faire des concessions, la relation bilatérale pourrait sensiblement se dégrader, avec de sérieuses répercussions économiques et énergétiques pour la Biélorussie.
-

chefs des Cours suprême et constitutionnelle (*Rosbalt*, 15 janvier 2020).

D'après S. Guriev, la primauté de la loi russe sur les obligations internationales permettrait au Kremlin de se « débarrasser » de son principal opposant A. Navalny, qui est en parti « protégé » par les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. Pour sa part, suivant le modèle de l'ancien président du Kazakhstan, V. Poutine conservera probablement un rôle clé en prenant la tête du Conseil d'État, doté de compétences élargies. L'augmentation annoncée des dépenses sociales et le remplacement du Premier-ministre sont destinées faciliter l'acceptation de ce « coup d'État » institutionnel par la population (*Vedomosti*, 21 janvier 2020).

Contexte stratégique

S. Karaganov, du Conseil de politique extérieure et de défense (SVOP), formule ses préconisations de politique étrangère pour la décennie à venir. **Moscou doit abandonner son approche centrée sur l'Occident et accentuer son rapprochement avec Pékin.** Celui-ci doit cependant s'inscrire dans le cadre plus large de la « Grande Eurasie » afin de prévenir l'hégémonie chinoise. Face à l'émergence de deux grands pôles technologiques et numériques, américain et chinois, la Russie doit se raccrocher au second, tout en s'efforçant de maintenir une certaine indépendance en la matière. En parallèle, **Moscou aurait intérêt à reprendre des relations constructives avec l'UE**, en s'appuyant particulièrement sur les États d'Europe de l'Est et méridionale. En revanche, la politique actuelle à l'égard de Washington n'a pas lieu d'être révisée et **il serait contreproductif de rétablir le dialogue politique avec l'Alliance atlantique au moment même où elle perd sa légitimité.** La fenêtre d'opportunité que constituent les élections présidentielles américaines de 2020 devrait être saisie pour apaiser la relation, même si la normalisation complète et la levée des sanctions semblent exclues, même à long terme. Plus généralement, l'approche russe doit combiner dissuasion et absence de menace directe ; **Moscou doit projeter une image de pourvoyeur de paix** et de défenseur des souverainetés contre les tentations hégémonistes (*Rossiïskaïa Gazeta*, 26 décembre 2019).

Russie / Occident

Selon le journaliste de l'agence fédérale *Rossiïa Segodnia* R. Ichchenko, la volonté affichée par Paris et Berlin de contourner les sanctions américaines (visant notamment le projet Nord Stream 2) marque le début d'un processus de refonte des relations russo-européennes et la fin de l'alliance américano-européenne. La récente visite d'A. Merkel à Moscou début janvier en est un indicateur fort (*Ejenedelnik Zvezda*, 13 janvier 2020).

Biélorussie

Selon A. Chraïbman, du site TUT.BY (Minsk), **la réforme constitutionnelle russe met un terme à la perspective de création d'un État russo-biélorusse dirigé par V. Poutine en 2024.** Par conséquent, l'intérêt de Moscou pour l'intégration entre les deux pays devrait s'atténuer. La Russie sera moins disposée aux concessions, en particulier en matière énergétique. A. Loukachenka, pour sa part, refusera vraisemblablement de « perdre » la face en se soumettant aux exigences russes. **Un scénario de « forteresse assiégée », où la défense de la souveraineté de la Biélorussie l'emporterait sur la stabilité économique, n'est pas à exclure.** En cas de dégradation substantielle de la situation politico-économique biélorusse, Moscou pourrait adopter une posture plus conciliante, ou, au contraire, plus agressive (*Centre Carnegie de Moscou*, 23 janvier 2020).

I. Iouchkov, de l'Université des finances auprès du gouvernement russe, estime que **Minsk ne dispose pas d'un levier de pression énergétique contre Moscou. Son ambition récemment affichée de réduire à 30-40 % la part de la Russie dans les importations de pétrole est illusoire.** Le recours aux flux inversés (à l'instar de l'Ukraine) depuis Gdansk ou Odessa aurait un coût excessif pour le pays et ne permettrait pas de combler ses besoins énergétiques. De son côté, la Russie pourrait écouler sans difficulté majeure son pétrole vers d'autres clients, qui, de surcroît, lui

Points clés

- Les signaux prorusses émis par certains États des Balkans, en particulier la Serbie, ne doivent pas masquer l'importance largement supérieure des interactions avec l'Union européenne et l'OTAN pour cette région. Pour sa part, Moscou se gardera probablement d'y créer un nouveau foyer de tensions avec l'UE.

- Pour sortir le projet de « Grande Eurasie » de son impasse actuelle, Moscou doit en proposer une traduction politique et institutionnelle concrète : déclaration commune, zone de libre-échange, suppression du visa entre la Chine et la Russie (dans un premier temps).

- Après l'échec des négociations qu'il avait initiées entre les belligérants libyens, Moscou accuse une perte d'image mais reste un médiateur essentiel sur ce dossier. Cependant, il ne doit plus miser sur le seul maréchal Haftar, trop imprévisible, mais au contraire diversifier ses soutiens dans le pays. Certains experts soulignent que la persistance de l'instabilité en Libye sert également les intérêts russes.

verseraient des droits de douanes (dont la Biélorussie est exemptée). En outre, **la Biélorussie ne peut pas imposer d'augmentation du tarif de transit**, car l'oléoduc *Droujba* perdrait alors sa rentabilité et serait alors abandonné par la Russie (*Eurasia Expert*, 16 janvier 2020).

Balkans

M. Samoroukov, du Centre Carnegie de Moscou, considère que les dirigeants des Balkans n'ont pas l'intention de réorienter leur politique étrangère en faveur de la Russie, malgré une certaine désillusion à l'égard de l'Union européenne. Leur « flirt » avec Moscou vise avant tout à inciter les dirigeants occidentaux à poursuivre le processus d'intégration et à renforcer leur soutien économique. **La portée des signaux prorusses émis par certains pays (intérêt exprimé par Belgrade pour les S-400) reste à nuancer** : ainsi, la coopération militaire russo-serbe (notamment les exercices conjoints) revêt une dimension largement symbolique, et d'ampleur inférieure à celle entre la Serbie et l'OTAN. **De son côté, Moscou ne prendra pas le risque d'une nouvelle crise avec l'UE pour s'imposer dans une région où ses intérêts restent limités** (*Centre Carnegie de Moscou*, 24 décembre 2019).

Eurasie

Pour T. Bordatchev, du *Club Valdai*, **le projet de « Grande Eurasie » peine à se concrétiser et ses membres potentiels l'envisagent avec prudence, voire avec méfiance**. Pour avancer, **ce concept « romantique » doit désormais prendre une forme politique et institutionnelle**. À cette fin, la Russie et la Chine, avec le soutien de plusieurs moyens et petits pays de la région, devraient élaborer une « déclaration commune de la Grande Eurasie », soulignant le caractère indissociable des intérêts nationaux et régionaux. Une zone de libre-échange eurasiatique pourrait être mise en place, avec des garde-fous pour limiter le risque d'une domination de Pékin. Parmi les mesures visant à accroître la confiance dans les relations entre les États de la « Grande Eurasie », **la Russie et la Chine devraient instaurer une zone sans visa**, ouverte aux autres membres. L'échec du projet eurasiatique pousserait probablement Moscou et Pékin à former une alliance bilatérale politico-militaire. (*Club Valdai*, 30 décembre 2019).

Moyen-Orient

Selon A. Mardassov, expert auprès du RIAC, **le refus du maréchal Haftar de signer la proposition russe de cessez-le-feu entre les différents protagonistes en Libye rejait négativement sur la Russie**, en particulier vis-à-vis de la Turquie qui, de son côté, a su défendre son allié Sarraj. En outre, **Moscou aurait excessivement parié sur le maréchal Haftar**, lequel ne parvient pas à concrétiser son offensive sur Tripoli ni à obtenir le ralliement des forces qui lui sont hostiles (*RBK*, 14 janvier 2020).

Pour K. Semenov, chercheur à l'Institut des études sur l'innovation, l'implication russe en Libye est directement liée au dossier syrien : Moscou espère obtenir d'Ankara des concessions en Syrie, sur Idlib mais aussi sur les zones contrôlées par les forces turques. La Russie et la Turquie partagent une même stratégie flexible vis-à-vis de ces conflits, consistant à chercher des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent, sans autre objectif à long terme que de renforcer leur puissance régionale. À cet égard, **une duplication pour la Libye du « format Astana » permettrait de minimiser l'influence des autres acteurs régionaux** (Égypte, Émirats arabes unis, Algérie), **et surtout internationaux dans cette crise**, et d'établir Moscou et Ankara comme les « faiseurs de roi » du conflit libyen. Le compromis trouvé à l'issue de la conférence de Berlin ne satisfait pleinement ni Ankara, ni les belligérants et reste donc fragile. Enfin, **le maréchal Haftar ayant montré son manque de fiabilité, Moscou aurait désormais intérêt à déplacer progressivement son centre de gravité vers d'autres figures** comme le président du Parlement libyen, A. Saleh, et le chef du gouvernement, A. al-Thani. Un soutien (modéré) à Haftar reste néanmoins utile à la Russie, dont l'influence sur le théâtre libyen se nourrit de l'instabilité et de l'incertitude (*Al-Monitor*, 3 janvier 2020, *Snob.ru*, 15 janvier 2020, *RBK*, 20 janvier 2020).

Points clés

- Certains experts voient dans la confrontation irano-américaine une double opportunité pour Moscou : pondération de l'influence iranienne en Syrie et hausse des cours du pétrole. Néanmoins, ce conflit comporte aussi des risques, en particulier la nécessité pour la Russie d'assumer seule le poids du « fardeau syrien ». Moscou reste en retrait de la crise, dont il retire toutefois une influence renforcée auprès des élites chiites en Irak et au Liban.

- Les nouvelles sanctions américaines visant le projet Nord Stream 2 pourront être contournées, malgré un coût élevé. Gazprom aurait cependant intérêt à revoir sa stratégie européenne en améliorant son image sur le plan environnemental, en proposant des tarifs plus attractifs et en investissant le marché du GNL.

L'orientaliste M. Belenkaïa de *Kommersant* souligne que Moscou reste un partenaire indispensable en Libye pour Ankara, qui dispose de peu d'atouts stratégiques, diplomatiques et militaires dans ce pays. **La Russie pourrait s'imposer comme médiateur entre les forces du maréchal Haftar et la Turquie** (*Centre Carnegie de Moscou*, 10 janvier 2020).

D. Trénine, du Centre Carnegie de Moscou, estime que la Russie conserve des leviers sur la situation en Libye malgré l'échec des négociations qu'elle avait initialement entreprises. **Elle est apparue comme l'acteur le plus influent à la conférence de Berlin** et de nouvelles négociations au « format Astana » ne sont pas à exclure (*Centre Carnegie de Moscou*, 23 janvier 2020).

Selon R. Poukhov, directeur du CAST, **la situation conflictuelle entre les États-Unis et l'Iran crée des opportunités pour la Russie** : d'une part, le cours du pétrole repart à la hausse ; d'autre part, la confrontation avec Washington empêche Téhéran de renforcer sa présence et son influence en Syrie. **Un conflit prolongé nuirait toutefois aux intérêts russes** : des affrontements entre forces pro-américaines et pro-iraniennes pourraient causer des victimes collatérales parmi les militaires russes déployés en Syrie (*Kommersant*, 8 janvier 2020).

A. Choumiline, de l'Institut de l'Europe de l'Académie des sciences, considère qu'une aggravation du conflit irano-américain aurait des répercussions principalement négatives pour Moscou : un Iran affaibli le contraindrait à assumer seul le « fardeau syrien ». Actuellement, **la Russie mise sur un apaisement des tensions et s'efforce de rester en retrait de la crise. Cette posture prudente semble appréciée des chiites : en Irak, ces derniers souhaiteraient voir Moscou « prendre la place de États-Unis »**. Une tendance similaire se dessine au Liban. Cependant, si Moscou aspire à jouer un rôle plus important dans ces pays minés par les tensions, en particulier interconfessionnelles, il devra avant tout s'y impliquer comme médiateur en interne (*Novaïa Gazeta*, 9 janvier 2020).

V. Naoumkine, de l'Institut des études orientales de l'Académie des sciences, estime que le président russe pourrait proposer une médiation entre Américains et Iraniens. Selon M. Soutchkov, du MGIMO, **il convient toutefois de ne pas surestimer le potentiel de Moscou en tant que médiateur auprès de Téhéran** : malgré la proximité entre les deux pays, l'Iran conserve une forte indépendance stratégique qui le rend peu perméable aux influences extérieures (*RLAC*, 8 janvier 2020 ; *Errazjia Ekspert*, 22 janvier 2020).

Énergie

S. Kapitonov, du Centre énergétique de Skolkovo, estime que **les sanctions américaines ciblant les navires de pose de pipelines constituent un obstacle significatif à la construction du gazoduc Nord Stream 2**. Néanmoins, **le projet conserve son intérêt pour les investisseurs européens, qui trouveront probablement les moyens de contourner les sanctions pour le mener à terme** (malgré un coût élevé pour les deux parties). Dans ce contexte, **l'accord gazier entre la Russie et l'Ukraine (2020-2024) constitue un développement positif** pour Gazprom mais également pour l'UE. Celle-ci y voit la garantie de ressources financières pour l'Ukraine, condition *sine qua non* de son soutien à Nord Stream 2. Gazprom, pour sa part, sera en situation plus confortable pour négocier le prochain contrat de transit avec la Pologne (le contrat actuel expirant à l'automne 2020). Pour éviter des sanctions supplémentaires, **le groupe devra toutefois maintenir son approche prudente actuelle et résister à la tentation d'utiliser l'énergie comme arme géopolitique**. En outre, pour maintenir sa position sur le marché gazier européen de plus en plus concurrentiel, **Gazprom devrait améliorer son image sur le plan environnemental et proposer des conditions commerciales plus attractives**. Il serait également judicieux d'investir le marché européen du gaz naturel liquéfié (*Centre Carnegie de Moscou*, 24 décembre 2019).

Pour V. Moukhine de *Nezavisimaïa Gazeta*, **les positions russes sur le marché de l'énergie (en Europe plus particulièrement) sont menacées. Le gaz issu des**

Points clés

- Le lancement du TurkStream suscite un enthousiasme mesuré parmi les experts russes : à terme, l'exportation de gaz israélien, égyptien et libyen vers l'Europe pourrait lui faire perdre sa pertinence.
 - Dans le secteur énergétique, Moscou doit anticiper et accompagner l'évolution du cadre juridique international en faveur de la réduction des émissions de CO₂, pour ne pas en subir passivement les conséquences.
-

nouveaux gisements en Égypte (Zohr) et en Israël (Léviathan), qui pourrait être acheminé vers l'Europe sous forme de GNL et *via* le futur gazoduc EastMed, **risque de concurrencer le TurkStream** récemment inauguré. En outre, **celui-ci pourrait perdre sa pertinence en cas de victoire en Libye de Sarraj**, qui soutiendrait probablement la construction d'autres gazoducs entre la Méditerranée orientale et l'Europe. Une victoire définitive des forces du maréchal Haftar aurait aussi des effets négatifs pour Moscou : la stabilisation entraînerait une reprise à plein régime des exportations de pétrole libyen, faisant chuter les cours des hydrocarbures. À ces défis s'ajoutent les menaces que font peser le conflit avec Kiev et les sanctions américaines sur le Nord Stream 2, ainsi que l'incapacité de Moscou à s'accorder avec Minsk sur les tarifs de livraison du pétrole (*Nezavisimaïa Gazeta*, 19 janvier 2020).

Selon P. Iskenderov, de l'Institut d'études slaves de l'Académie des sciences, **le TurkStream permettra à terme de répartir les exportations de gaz russe de façon équivalente entre chaque voie de transit, donc de limiter les risques économiques et politiques éventuels**. Cependant, considérant la baisse de la consommation de gaz naturel (non liquéfié) en Europe, la concurrence croissante du GNL et les risques liés aux sanctions, **Moscou doit s'efforcer de réduire sa dépendance vis-à-vis du marché européen** (*Fond Strategiticheskoï Koul'toury*, 17 janvier 2020).

A. Lossev, directeur général de la société *Sputnik Capital Management* et membre du SVOP, considère que **la Russie ne doit pas rester à l'écart du nouveau « grand jeu climatique »** qui est voué à s'amplifier : les réglementations écologiques auront des répercussions significatives sur le marché mondial de l'énergie. Intégré à l'économie internationale, Moscou ne pourra s'y soustraire et aurait donc intérêt à anticiper ces évolutions et à s'impliquer dans l'élaboration des normes (*Club Valdai*, 13 janvier 2020).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées